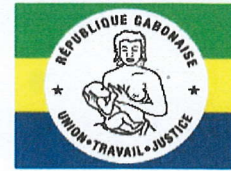


*Primature*

*Cabinet du Premier Ministre,  
Chef Du Gouvernement*



**NOTE CIRCULAIRE N° 000003 /PM/CAB-PM**  
**relative à l'adaptation de l'activité des services publics aux mesures de prévention et de lutte contre la pandémie COVID-19**

En application des Très hautes instructions du Président de la République, Chef de l'Etat, le Gouvernement a pris d'importantes mesures de prévention et de lutte contre la pandémie du COVID-19.

Il s'agit notamment, de :

- L'obligation de se laver régulièrement les mains avec une solution alcoolisée ou avec de l'eau et du savon ;
- L'obligation d'éternuer ou de tousser en se couvrant la bouche et le nez à l'intérieur du coude fléchi ou avec un mouchoir à usage unique à jeter immédiatement après usage ;
- L'obligation de respecter une distance minimale d'un (1) mètre entre deux (2) personnes et d'éviter tout contact étroit avec une personne ayant de la fièvre et de la toux ;
- L'obligation d'appeler le numéro gratuit 1410 à toute personne présentant des symptômes de grippe (fièvre, toux, éternuements, difficultés respiratoires) en provenance d'un pays où le COVID-19 est déclaré ;
- L'interdiction de rassemblement de plus de dix (10) personnes ;
- L'interdiction des visites dans les hôpitaux, sauf autorisation expresse du corps médical ;
- L'interdiction des visites dans les prisons ;
- La suspension des audiences dans les tribunaux et cours, à l'exception des contentieux essentiels ;
- Le report ou la suspension de toute manifestation culturelle, politique ou sportive nationale et internationale d'importance ;
- La fermeture des lieux des cultes ;
- La fermeture des frontières, terrestres, maritimes et aériennes ;
- La fermeture des restaurants, bars, boîtes de nuits et assimilés ;



- La limitation des déplacements dans les villes et vers l'intérieur du pays.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement invite l'Administration Publique à adapter en conséquence le fonctionnement des services par l'observation des mesures suivantes :

- La limitation du fonctionnement des services aux activités essentielles à la vie de la Nation ;
- La mise en place d'un système de travail par rotation ou « turn over » adapté à la spécificité de chaque service public ;
- La restriction et la régulation des flux des agents publics et des usagers au sein des services publics ;
- L'encadrement et la régulation du temps de travail des agents publics en situation de vulnérabilité, de handicap ou atteints de pathologies de longue durée ;
- L'encadrement et la régulation du temps de travail des femmes enceintes et d'agents publics âgés de plus de cinquante-cinq (50) ans.

Le Gouvernement précise que les mesures énoncées ci-dessus ne s'appliquent pas aux services publics dont les missions sont jugées vitales et essentielles au fonctionnement de l'Administration publique, et à certaines catégories de responsables administratifs ou d'agents publics.

Ainsi, restent tenus d'exécuter régulièrement leurs charges administratives :

- Les personnels en service à la Primature et dans les cabinets des Membres du Gouvernement ;
- Les Secrétaires Généraux d'Institutions constitutionnelles, des ministères et des services publics personnalisés de l'Etat ;
- Les Directeurs Généraux, les Directeurs et les Chefs de Services d'Administrations centrales ;
- Les personnels de santé des hôpitaux ;
- Les personnels des régies financières et assimilés (DGDDI, DGI, DGCPT, DGBFIP, DGH) ;
- Les personnels de la Direction Générale des Marchés Publics, de la Direction Générale de la Concurrence et de la Direction Générale du Commerce ;
- Les personnels en charge du contrôle sanitaire alimentaire ;
- Les personnels en charge des transports ;
- Les personnels des Forces de Défense et de Sécurité.



Pour protéger ces personnels administratifs en situation d'astreinte, il est demandé aux responsables d'administrations publiques d'installer un dispositif de contrôle sanitaire en dotant les services d'équipements requis de prévention et de lutte contre la pandémie du COVID.19 (thermoflash, gels hydro-alcooliques, gants, masques, etc.).

Chaque responsable d'institution constitutionnelle, de ministère ou d'établissement public personnalisé de l'Etat est chargé de l'application de la présente circulaire, et le cas échéant, d'arrêter les modalités pratiques correspondant aux spécificités respectives du service public concerné.

**J'attache le plus grand prix au respect scrupuleux des présentes.**

Fait à Libreville, le 20 MARS 2020

**Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement**



**Julien NKOGHE BEKALE**

**Ampliation**

**- Présidence de la République**